



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 14 mai 2025

Références : DREAL/2025D/3677
Code AIOT : 0100291678

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 avril 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESPINOSA Manuel

395 Route du Moulin
40400 Meilhan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2025 de l'établissement exploité par Monsieur ESPINOSA Manuel et implanté au 395 route du Moulin sur la commune de Meilhan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ESPINOSA Manuel
395 Route du Moulin - 40400 Meilhan
Code AIOT : 0100291678
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Installation illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage et de différents déchets.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mesures conservatoires Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle cadastrée ZA 29 et déposer un dossier de cessation d'activité visant à remettre en état sa parcelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature

Prescription contrôlée :

I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.

Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection, sur la parcelle cadastrée ZA 29 de la commune de Meilhan, au 395 Route du Moulin, et sur une superficie d'environ 800 m², il a été constaté la présence de 22 véhicules hors d'usage (démontés, rouillés, accidentés, contrôle technique et assurances non à jour), immatriculés comme il suit :

- BT-934-JA

- DN-711-DF

- EP-689-WJ

- BP-398-CK (fourgon plateau)

- 7544 GL 33 (caisse sur plateau)

- BA-925-CK

- BL-987-SQ

- 6720 YQ 64

- BC-068-DF

- AD-444-KF

- DM-467-ND

- DT-136-DG

- 5278 RF 40 (camion), avec égouttures d'huile au niveau du bras de chargement

- 3831 RD 40

- AG-284-NH

- AV-219-KP

- BZ-654-DG

- BE-039-DL

- non identifié, sous bâche

- 349 BU 40

- 7269 NW 40, dans la benne fermée

- 915 HG 40 (remorque fermée)

Par ailleurs, il a été constaté la présence sur la parcelle au sol de roues, de pneumatiques usagés, de pièces mécaniques dont un moteur et un radiateur, d'éléments de carrosserie, d'un congélateur, de quelques ferrailles et déchets divers, ainsi que de quelques batteries et bidons avec égouttures au sol dans la benne fermée. Des taches noires d'huiles sont également visibles au sol.

Or, M. ESPINOSA ne dispose d'aucune autorisation préfectorale (rubrique 2712, activité soumise à enregistrement au-delà de 100 m²) pour entreposer tous ces véhicules hors d'usage et ces déchets sur ce terrain de Meilhan. D'après les documents d'urbanisme (PLUi du Pays Tarusate), la parcelle concernée est située en zone A (agricole) et une telle activité n'est pas autorisée. M. ESPINOSA ne peut donc pas régulariser la situation administrative de cette activité et se trouve dans l'obligation d'évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle et de la remettre en état pour un usage agricole.

À noter la présence sur la parcelle d'un camping-car servant d'habitation (avec boîte aux lettres à l'entrée de la parcelle, ainsi que d'un forage avec pompe et sans compteur). M. ESPINOSA a expliqué que ce terrain était auparavant destiné à du camping/caravaning et que le forage était existant lors de l'acquisition du terrain, terrain appartenant à Mme CACHARD Océane Gabrielle demeurant à la même adresse que M. ESPINOSA Gwenaël (fils de M. ESPINOSA Manuel) au 1000 Route de la Chalosse à Meilhan. Selon ses propos, l'activité et l'habitation respecteraient les règles d'urbanisme en vigueur. Mme le Maire, contactée par la suite, a affirmé que la parcelle a toujours été classée en zone A et n'a jamais eu pour vocation l'accueil d'un camping. L'habitation et la présence de véhicules et de déchets ne sont pas autorisées.

Une plateforme en graviers a été aménagée pour recevoir les véhicules. Une grande partie de cette parcelle a perdu toute vocation agricole en l'état (plus de terre, ni d'herbe).

Enfin, la parcelle est longée au Sud par le ruisseau du Grauché, milieu sensible par définition.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle cadastrée ZA 29 et de déposer un dossier de cessation d'activité ICPE visant à remettre en état le terrain pour un usage compatible avec le PLUi en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires - Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois